

GAUCHEBDO

SUCESSEUR DE LA «VOIX OUVRIÈRE» FONDÉE EN 1944 • WWW.GAUCHEBDO.CH

N° 40 • 2 OCTOBRE 2015 • CHF 3.-

Le collectif Jean Dutoit et les 100 sans-abris que les autorités refusent de voir continuent la lutte page 4



Thriller politique en Grèce sous la plume du romancier vaudois Nicolas Verdan page 8



Colombie: Le chemin est encore long!

Le 23 septembre dernier, les médias internationaux tournaient leurs yeux vers la Colombie, pays généralement oublié dans le flot d'informations dominant. «La Colombie sur le point de conclure la paix avec les FARC», pouvait-on lire en gros titres. Le jour précédent le président Juan Manuel Santos avait annoncé à la tribune de l'ONU que le conflit était «en passe d'être véritablement réglé», en promettant que la paix serait signée dans les 6 mois.

Cette annonce fait suite à un accord sur la question de la justice transitionnelle dans le pays, censé régler la façon dont les crimes commis au cours de 50 ans de conflit seront jugés. Ce dernier prévoit la création d'une juridiction spéciale pour la paix, qui jugera «tous ceux qui de manière directe ou indirecte ont participé au conflit armé interne, FARC-EP et agents de l'Etat compris».

Si, au niveau international, les FARC sont souvent perçus comme le principal acteur du conflit, il semble en effet nécessaire de rappeler que l'enjeu principal d'un tel accord réside bien dans la façon dont seront jugés les crimes commis par les paramilitaires et agents étatiques: en particulier les cas de *falsos positivos*, ces paysans assassinés par l'armée et déguisés en guérilleros pour gonfler les statistiques guerrières de l'Etat, ainsi que les massacres commis par les groupes paramilitaires, qui ont provoqué le déplacement massif de populations. Officiellement démobilisés en 2007, ces derniers existent toujours sous d'autres formes, et les milieux qui leur étaient liés (grands propriétaires terriens et narcotrafiants notamment), également visés par la nouvelle juridiction mise en place, ont encore une grande influence, notamment à travers le parti «Centro democratico» d'Alvaro Uribe. L'ancien président s'est du reste ouvertement opposé à l'accord du 23 septembre.

Sur le terrain, cette influence se traduit par des assassinats et menaces à l'égard de défenseurs des droits humains qui n'ont jamais cessé, les acteurs du processus de restitution des terres aux 6 millions de déplacés étant particulièrement visés.

S'il faut saluer la possible signature d'un accord de paix, il ne s'agit donc pas, pour la communauté internationale, de détourner les yeux, comme le souhaiterait sans doute M. Santos pour attirer encore plus d'investisseurs étrangers. Car c'est bien lorsque l'application des décisions sera effective que l'on pourra véritablement parler de paix.

Juliette Müller

Denis de la Reussille prêt à rouler vers la Berne fédérale!

ÉLECTIONS FÉDÉRALES • «On vit mieux au Locle qu'à Genève», affirme Denis de la Reussille, qui ambitionne, à Berne, de «mettre en lumière le pouvoir détenu par des personnes non élues». Le populaire président popiste de la ville des montagnes a de bonnes chances de décrocher un siège au Conseil national. Interview.

Quel est le principal motif de votre candidature?
Je pense qu'il s'agit de dénoncer les lobbys ou groupes d'influence qui dirigent en coulisse les pratiques de la politique suisse. Ils sont constitués d'économistes et de financiers qui ont pour objectif de faire les plus grands profits le plus rapidement possible. Ils structurent les lois du pays dans ce but, avec l'aide de plusieurs politiciens. Je veux mettre en lumière ce pouvoir réel, détenu par des personnes non élues.

Quel regard portez-vous sur la fiscalité?
Je considère que le combat pour réduire sans cesse la fiscalité fait fausse route. A vouloir créer des ghettos pour riches, comme à Zoug, on constitue des collectivités manquant de diversité sociale. Dans ce canton, il n'y a bientôt plus de place pour les salariés à bas et moyens revenus! La question du pouvoir d'achat est en outre plus importante que celle du taux d'impôt. D'autres secteurs que la fiscalité pèsent sur le budget des ménages. A commencer par le prix des loyers ou des espaces publics sportifs ou culturels, qui sont sensiblement plus bas dans les Montagnes qu'ailleurs, pour ne parler que de ces deux secteurs. Si l'on parle en termes de pouvoir d'achat, on vit mieux au Locle ou à Saint-Imier qu'à Genève!

Quelle réaction vous inspire la nouvelle hausse importante des primes d'assurance maladie?
Je m'insurge contre cette hausse. Après une embellie parfaitement orchestrée par les caisses maladie lors de la dernière votation pour la caisse unique, on assiste à la poursuite de la hausse des primes dans un milieu organisé afin de satisfaire les actionnaires et les conseils d'administration.

Certains Verts neuchâtelois sont inquiets du fait que vous pourriez reprendre la place de Francine John-Calame. Ils estiment qu'il n'est pas utile de voter pour vous car à Berne, vous allez vous retrouver seul, en tant que popiste, et donc inefficace. Qu'en pensez-vous?
Je veux souligner qu'à Genève, dans le canton de Vaud ou encore avec la Liste Alternative de Zürich, l'élection de plusieurs députés de la gauche combative n'est pas une illusion. Je pourrais donc fort bien me retrouver avec d'autres représentants de forces politiques soucieuses de construire un pays plus équilibré. De toute façon, il est grand



La liste popiste en bonne voie pour Berne grâce à son homme de base loclais.

temps que des propos plus radicaux retrouvent une audience nationale. Il s'agit de reconstruire un débat à ce niveau.

En fin d'année aura lieu à Paris une conférence internationale sur le climat. Quel regard portez-vous sur la dégradation de l'environnement et sur la responsabilité politique face à ce danger?
La lutte contre la dégradation de l'environnement passe par le changement des règles de nos sociétés opulentes, dont fait partie la Suisse. Je constate une contradiction entre les efforts faits contre l'obésité, d'une part, et la toute puissance de la société de consommation, d'autre part. Ce double jeu des pouvoirs actuels m'irrite. Lorsque l'on demande à certains enfants ce qu'ils

ont fait durant leurs vacances, la réponse est trop souvent que ce sont des activités de shopping et le déplacement dans des centres commerciaux qui constituent l'essentiel des occupations. Pour améliorer l'environnement mondial, chaque pays devrait s'inspirer de Cuba, qui est le pays le plus respectueux de l'environnement selon les organes officiels de l'ONU. Il est vrai que l'on y trouve pas tous les gadgets de la consommation. Mais les gens mangent à leur faim, sont éduqués et soignés gratuitement. Il faut savoir ce que l'on veut.

Comme ancien footballeur, que pensez-vous des scandales au sein de la FIFA?
Je constate que cette organisation est conduite selon les préoccupations du

monde de l'argent. J'ai entendu que Michel Platini avait voté pour le Qatar dans le cadre de l'attribution de la coupe du monde 2022. Ce que tout le monde a oublié, c'est qu'il a un fils qui fait des affaires avec ce pays. Curieusement plus personne n'en parle! La recherche perpétuelle de plus de profit favorise la mise en esclavage des activités qui y échappent encore.

En tant qu'athée, que pensez-vous des propos du pape?
Ils sont réconfortants. Cela fait du bien qu'il ose parler des aspects fondamentaux de la vie et remettre l'être humain au centre des valeurs. ■

Propos recueillis par Alain Bringolf

Mettez du POP dans vos idées!

ÉLECTIONS FÉDÉRALES • Malgré des moyens beaucoup plus limités que dans les autres partis, les candidats de la gauche combative font campagne en n'hésitant pas à mettre en avant leur ancrage dans les réalités sociales concrètes. Jeunes qui peinent à trouver un emploi, retraités qui ne parviennent pas à joindre les deux bouts, citoyens qui ne peuvent se payer des soins de santé corrects. Tour d'horizon...

Trois exploitations agricoles disparaissent chaque jour, 14,7% des enfants sont pauvres en Suisse, seules 10% des victimes de viol portent plainte, 2% possèdent autant que les 98% restants... ce sont quelques uns des slogans que l'on peut lire sur les affiches de campagne du POP et de solidaritéS dans le canton de Vaud. «Réagissons!» conclut le slogan. «Nous sommes partis de faits réels, de situations concrètes, pour montrer ce à quoi le système actuel nous mène», explique Christophe Grand, 29 ans, candidat au Conseil national. Chez les candidats de la gauche combative, qui regroupe le POP et solidaritéS à Genève et dans le canton de Vaud, et le POP à Neuchâtel, le souci de faire le lien entre le politique et la vie concrète semble permanent.

Le jeune photographe fraîchement diplômé n'hésite ainsi pas à rappeler qu'il sait de quoi il parle: «Je viens d'un milieu modeste, ma mère m'a élevé seule, en cumulant parfois différents postes de travail. J'ai pu voir les injustices sociales que vivent les plus démunis», explique-t-il. Et de rappeler que la Suisse, l'un des pays les plus riches du monde, comptait en 2012 3,5% de working poor. En tant que président des jeunes POP Vaud, il s'insurge en particulier contre les coupes prévues dans l'aide sociale pour les jeunes, récemment confirmées par la Conférence des directeurs cantonaux des affaires sociales. «Quand on sort d'études ou d'apprentissage, il n'est pas facile de trouver un premier emploi. Avec 20% d'argent en moins, cela ne sera pas plus facile! Ceux qui prennent des décisions sont parfois coupés des réalités de la vie», estime-t-il, avant d'ajouter que «le système capitaliste pousse de plus en plus de gens vers la précarité, les premiers touchés étant les jeunes et les retraités».

«A L'AVIVO, je vois la réalité des retraités»

Au chapitre des grands enjeux pour la prochaine législature, la défense de retraités dignes figure du reste parmi les priorités de la gauche combative, et notamment l'opposition au projet de réforme prévu par le Conseiller fédéral socialiste Alain Berset. «On nous fait sans cesse des prévisions catastrophistes relativement aux retraites en nous expliquant qu'il n'y a pas d'autre solution que de baisser les prestations. En 2000, on prévoyait des dettes de 17 milliards à l'horizon 2013, mais au final les résultats du fond de compensation AVS se sont montés à 43 milliards!», s'insurge David Payot, 36 ans, candidat vaudois au Conseil national. Et de souligner que le projet Berset tend à renforcer le 2ème pilier au détriment de l'AVS, alors que ce dernier représente un système bien plus solidaire, dans lequel les cotisations servent directement à financer les rentes de l'année suivante. «Le deuxième pilier, en revanche est une sorte d'assurance privée obligatoire», explique-t-il. Celle-ci fonctionne par capitalisation individuelle, dépend du montant du salaire perçu, est soumise aux aléas de la conjoncture et coûte beaucoup plus cher en termes de gestion. «Il permet cependant aux assureurs de se faire de l'argent!» En tant qu'assistant social à l'AVIVO, David Payot connaît lui aussi bien son sujet, puisqu'il rencontre régulièrement des retraités dans son bureau. «Généralement, leur 2ème pilier n'a pas été indexé depuis une quinzaine d'années. Pourtant certaines caisses de pension ont un taux de couverture de 120%», dénonce-t-il.

«On ne choisit pas d'être pauvre ou malade»

La problématique de la recherche du profit au détriment du bien des assurés se pose également dans le domaine de la santé. Face à la récente annonce de hausse des primes d'assurance maladie, Bernard Borel, 62 ans, pédiatre, ancien député au Grand Conseil vaudois et candidat au Conseil national, se souvient amèrement de la campagne pour une caisse publique: «J'ai eu en face de moi des assureurs qui m'ont garanti qu'il n'y aurait pas trop d'augmentation des primes. En 2015, cela a été le cas, mais cette année elles augmentent du double pour compenser! Cela



montre bien leur cynisme. Il s'agit d'un lobby très fort qui défend ses propres intérêts, pas ceux des assurés, et qui recherche avant tout à faire du bénéfice. Du point de vue de la santé, c'est insupportable!». Théo Bregnard, candidat à Neuchâtel, souligne quant à lui que «la hausse des primes ne correspond pas à la hausse des coûts de la santé» et revendique plus de transparence de la part des assureurs. Il rappelle en outre qu'«une personne sur 10 ne se fait pas soigner pour des raisons financières». Dans les cantons de Vaud et de Neuchâtel, des initiatives visant à ce que les soins dentaires, souvent les premiers concernés, soient remboursés, ont abouti et seront soumises au vote, mais le problème persiste dans de nombreux cantons. «On ne choisit pas d'être pauvre ou malade!», rappelle le député au Grand conseil neuchâtelois, qui se bat pour l'accès aux soins pour tous. Très

investi dans la défense de l'hôpital de La Chaux-de-Fonds, il dénonce également les méfaits de la concurrence accrue dans le système de santé. «Les cliniques privées se spécialisent dans les domaines rentables et engrangent du bénéfice qui, plutôt que d'être réinvesti dans la santé, fini dans les poches des actionnaires, avec des conséquences en termes d'accès aux soins». «Les grands groupes se moquent de la santé et de l'éthique. Tout ce qui compte c'est vendre, vendre, vendre, on ne peut pas continuer ce modèle! Ils sont prêts à faire n'importe quoi!», s'insurge Bernard Borel.

Personne n'a envie de payer des impôts, c'est normal! Mais...

«Quand je vois que le nombre de millionnaires augmente de 5% par an depuis 2008, et qu'en même temps on multiplie les coupes dans le

social, cela me préoccupe!», poursuit Theo Bregnard. Pour rétablir la donne, l'imposition des plus riches et la redistribution sont la recette préconisée. Soit à peu près le contraire de ce que prévoit la troisième réforme de l'imposition des entreprises, autre gros sujet à l'agenda fédéral pour les années à venir. Sous couvert d'abolir l'imposition spéciale réservée aux multinationales dont le siège est en Suisse, celle-ci prévoit en effet une baisse généralisée de l'imposition des entreprises. Dans le canton de Vaud, la réforme est déjà en cours et «représentera 510 millions de pertes pour le canton et les communes, avec les diminutions de prestations correspondantes dans les services publics», souligne David Payot. «On dit souvent que la gauche veut faire payer trop d'impôts, personne n'a envie de payer des impôts, c'est normal, mais ce que l'on oublie de dire, c'est que moins d'impôts signifient aussi moins de prestations offertes par l'Etat, des prestations que seuls les riches pourront alors se payer!», rappelle Bernard Borel.

A l'heure actuelle, impossible finalement d'ignorer les questions du tournant énergétique, ou encore de la migration. «Il faudra trouver une façon de gérer notre économie tout en accueillant les migrants», estime Bernard Borel. «Les accords de Schengen-Dublin devront être revus. On essaie de repousser les problèmes vers les autres pays, mais cela n'est pas une solution», estime pour sa part David Payot. Céline Misiego, 35 ans et candidate au Conseil national et aux Etats, ne manque finalement pas de rappeler la question de l'égalité hommes femmes, qui, si elle était atteinte, pourrait indirectement résoudre d'autres problèmes: «Si l'égalité salariale était obtenue en Suisse, les cotisations AVS supplémentaires payées par les femmes permettraient de faire la même économie que celle prévue par Berset».

«Dans 10 ans, nous serons peut-être bien plus au Parlement!»

Mais même si la gauche combative obtient quelques sièges au niveau fédéral, comment pourra-t-elle changer des choses? A cette question, les candidats sont unanimes: «Nous devons avoir des espaces où des voix discordantes s'expriment», résume Bernard Borel. «Nous ne laisserons pas les coudees franches à la gauche gouvernementale», déclare quant à lui David Payot, qui donne comme exemples la réforme des retraites ou celle, récemment adoptée, des procédures d'asile: «Dans ce dernier cas, l'approbation du Parlement a été quasi unanime, avec seulement l'opposition de l'UDC qui estimait que la révision n'était pas assez restrictive. Il manque clairement une voix critique de gauche!». Il y a dans tous les cas urgence à agir, estime Bernard Borel: «Le modèle de société actuel court à sa perte, avec des déséquilibres massifs entre riches et pauvres et entre régions qui commencent à toucher l'Europe. L'Espagne, la Grèce, c'est ici, c'est nous!» Et d'ajouter qu'«il y a 4 ans on ne croyait pas à une possible victoire de Podemos en Espagne, mais dans 10 ans nous serons peut-être dix au parlement!». Faudra-t-il cependant atteindre la situation de la Grèce ou de l'Espagne pour que la population suisse se réveille? ■

Juliette Müller

Un match de hockey avec Marc Vuilleumier?

Face aux autres partis, la gauche combative ne part pas à armes égales, avec un budget de campagne beaucoup moins élevé. Pour les élections fédérales, elle a mis en place un mode de financement original, le «crowdfunding»... avec des surprises à la clé!

Un match du Lausanne Hockey Club et un repas avec Marc Vuilleumier? Une ballade en bateau à voile avec Bernard Borel? Un remplissage de feuille d'impôt par David Payot, ou un tartare maison pour 3 avec Céline Misiego? Pour les élections fédérales, le POP et Solidarités Vaud ont opté pour une façon originale de financer leur campagne: le crowdfunding

(en français, financement participatif). Qu'est-ce que c'est? Une campagne sur internet qui consiste, en un nombre limité de jours, à trouver un montant de 5000.- qui servira à financer la campagne de la gauche combative vaudoise. «Nous projetons de trouver 10% de notre budget de campagne grâce à cela», explique Céline Misiego, qui rappelle que les ressources à disposition de la gauche combative sont extrêmement limitées par rapport à celles d'autres partis. «Notre budget se monte à 55'000 francs pour le canton de Vaud, ce qui équivaut au montant prévu pour un petit candidat dans d'autres partis!» souligne-t-elle. Ici, une particularité supplémentaire a toutefois été introduite: en échange d'une participation de 5 à

500 francs à la campagne, différentes contreparties sont offertes par les candidats. En plus des activités mentionnées ci-dessus, on compte également 3 heures de babysitting par Joanna Decker, 5 heures de cours d'appui en sciences ou en maths par Nicole Divorne, ou encore une heure de coaching sportif avec Pierre Conscience, et bien d'autres surprises encore! Pour celles et ceux qui souhaitent lier l'utile à l'agréable, ou l'utile à l'utile, il reste encore 15 jours pour parvenir aux 5000 francs prévus.

JMr

Vers la campagne de financement en ligne: <https://wemakeit.com/projects/ef-2015-pop-solidarites>

Petit tour de propagande électorale

NEUCHÂTEL • A l'heure de la campagne électorale, chaque parti y va de son slogan pour tenter de convaincre les électeurs. Petit tour des affiches neuchâteloises par Alain Bringolf, notre correspondant dans le canton.

Dans son tout-ménage destiné aux électeurs neuchâtelois, l'UDC prétend nous expliquer «comment financer la facture sociale». Jean-Charles Legrix y relève que le coût de l'aide sociale a doublé en 10 ans et affirme que pour y remédier, il suffit que les personnes concernées fassent un effort pour travailler au service de la collectivité. Neuchâtel possède le taux d'aide sociale le plus élevée de Suisse et l'un des taux de chômage les plus élevés, écrit-il, sans faire de relation entre ces deux constats. Pour le sectaire qu'il est, cela provient probablement de la main invisible du seigneur! Son collègue et concurrent Raymond Clottu veut, lui aussi, inciter les gens à travailler. Par contre, on ne trouve aucune trace de mesures visant à inciter l'économie à créer des emplois!

La liberté de façonner le monde à sa convenance

L'affiche des libéraux ne fait pas dans la dentelle. «Droite au cœur!», clame-t-elle fièrement. Pour ce parti, la liberté permettrait à chacun de façonner sa vie comme il l'entend... C'est à dire au détriment de la majorité des gens qui ne sont pas libres de façonner la société à leur convenance! Dans un autre chapitre, on découvre qu'il faut davantage de flexibilité dans l'âge de la retraite. Pour qu'elle réponde à la marche des affaires? La lutte contre la bureaucratie fait également partie du programme, car elle produirait prétendument un lot absurde d'interdictions et de réglementations «qui limitent notre liberté et mettent en danger l'initiative individuelle et l'esprit d'entreprise!» Tout cela pour vivre dans un pays harmonieux et équilibré respectant l'épanouissement des citoyens et qu'ils dirigent depuis plus de 160 ans!



Sortie de gravière ou fin de carrière pour l'UDC neuchâteloise? Dans tous les cas, on semble être en bout de course! Quant au PLR, il lui faut visiblement revoir un peu ses leçons d'anatomie!

Du côté socialiste, en tête des budgets électoraux avec 180'000 francs, (20'000.- pour le POP), les affiches annoncent un engagement «pour tous, sans privilèges». Voilà qui est dit, il ne reste maintenant plus qu'à le faire, alors que dans le canton, les ministres de ce parti appliquent avec diligence le diktat de la droite majoritaire au Grand conseil, sans jamais en contes-

ter les risques et les inégalités! Les jeunes socialistes invitent pour leur part à «changer ce qui vous dérange». Un bon slogan, mais qui permet à chacun d'agir en fonction de ses intérêts.

Des yeux non objectifs

Quant aux Verts, il s'agirait du «parti de l'avenir». C'est un peu court! Heureusement que leur tout-ménage



décrit sur une face ce qui arrivera avec la droite et sur l'autre ce qui pourrait arriver avec eux. Leurs engagements sont assez proches de ceux du POP, mise à part l'absence de condamnation du capitalisme, dont les règles empêchent précisément la réalisation des vœux écologistes!

Finalement, le thème popiste «Osons le changement!», qui sous-

entend à la fois la nécessité d'un changement des structures du pays et d'un changement des comportements de chacun. A nos yeux non objectifs, de loin le meilleur slogan de la campagne! A se remémorer au moment de voter pour le changement radical dont le genre humain a besoin... ■

Alain Bringolf



AGENDA CULTUREL ET MILITANT

La Nakba: Exode et expulsion des palestiniens en 1948

Du 12 au 24 octobre 2015 au Forum de l'Hôtel de Ville, Place de la Palud, Lausanne

EXPOSITION. Vernissage mercredi 14 octobre à 18h, Entrée libre
Org. Collectif Urgence Palestine - Vaud

«Sans toit, ni loi».

Du 1er octobre au 4 décembre 2015, à Alliance Sud InfoDoc, Av. De Cour 1, Lausanne
Exposition et conférence sur les réfugiés climatiques. Alors que l'actualité traite abondamment des réfugiés et que le climat sera bientôt à la une avec l'arrivée de la COP21 à Paris, le phénomène grandissant des réfugiés climatiques est au cœur des préoccupations. L'exposition « Sans toit, ni loi » veut informer et sensibiliser le public sur cette question. Vernissage le 1er octobre par une conférence de l'expert Jérémie Guélat, UniNe.

Permis F : admission provisoire ou exclusion durable ?

Du 9 au 18 octobre sur le Rond-point de Plainpalais. À Genève

EXPOSITION. Vernissage le 9 octobre à 17h30 suivi d'un apéritif et d'une projection des courts-métrages, photographies, témoignages et courts-métrages présentés par l'Observatoire romand du droit d'asile et des étrangers (ODAE romand). Entrée libre, projections en continu durant la journée

GAUCHEBDO

Société d'édition de GaucheBdo
case postale 190, 1211 Genève 8
Helena de Freitas, présidente hdf@gaucheBdo.ch

Rédaction
25, rue du Vieux-Billard, 1205 Genève
redaction@gaucheBdo.ch | 022 320 63 35
Joël Depommier, rédacteur en chef jdr@gaucheBdo.ch
Juliette Müller, secrétaire de rédaction jmr@gaucheBdo.ch
Alexandre Smimov, correcteur asv@gaucheBdo.ch
Stéphane Montavon, dessinateur smn@gaucheBdo.ch

IMPRESSUM

Administration
Jean-Pierre Kohler administration@gaucheBdo.ch

Abonnements
abo@gaucheBdo.ch | www.gaucheBdo.ch/abo
CP 168, 1211 Genève 13 | 079 686 79 37 | CCP 12-9325-6

Publicité
tarifs et informations sur www.gaucheBdo.ch/pub

Impression
Pressor, 6, route de Courroux, 2800 Delémont

PUBLICITÉ

Asile/immigration NOS RÉPONSES À L'UDC

Débat avec
Bernard Borel
Pédiatre et président
de la section suisse
de Médecins du Monde
Jean-Michel Dolivo
Avocat et député
au Grand Conseil

Judi 8 octobre
20h — 22h
Bout du Monde
Vevey 24 rue d'Italie

POP & GAUCHE EN MOUVEMENT **solidarités**
reagissons.ch — facebook.com/reagissons2015

Retrouvez
le nouveau site
du journal sur:
www.gaucheBdo.ch

Cachez ces 100 sans-abris que je ne saurais voir

VAUD • Les sans-abri qui dormaient jusqu'à la fin août dans le jardin du Sleep-in, structure lausannoise d'accueil de nuit, occupent actuellement un bâtiment à Renens. Si le groupe et ses soutiens se sont progressivement transformés en îlot de solidarité et de vie, les autorités, elles, continuent à fermer les yeux face à une réalité qui ne semble entrer dans aucune «case administrative». Visite sur place.

Le collectif Jean Dutoit continue inlassablement à pointer une réalité que personne ne veut voir. Pourtant, ce ne sont pas moins de 100 sans-abris qui occupent depuis une semaine le bâtiment sis à au chemin du Closel 11, à Renens, après avoir été chassés du jardin du Sleep-in à la fin août, et avoir occupé le collège de Petit-Vennes, à la route de Berne, à Lausanne. Mais qui sont-ils? Ce sont des personnes qui n'ont pas de toit, migrants d'origine africaine qui ont résidé un temps dans d'autres pays européens, qui y ont demandé l'asile ou non, qui y bénéficiaient peut-être de cartes de résidence, qui ont parfois demandé l'asile en Suisse ou peut-être fait plusieurs allers retours entre différents pays européens... Ce sont surtout des personnes qui recherchent, à travers l'Europe, à améliorer leur situation, et qui, faute d'entrer dans une «case» administrative, à part dans certains cas celle qui les renvoie d'un pays à l'autre, se retrouvent partout dans la rue. «On leur dit de se rendre au SPOP (Service vaudois de la population), mais une majorité d'entre eux n'y auront aucun droit, voire seront renvoyés vers la même situation, dans un autre pays», soulignent encore et encore les membres du collectif.

Bien loin d'une instrumentalisation

Lundi soir, les occupants du chemin du Closel invitaient la population et en particulier les autorités politiques à un débat public sous leur toit provisoire, pour «discuter d'une problématique complexe et urgente qui nécessite une recherche commune de solutions». Si deux politiques acquis à la cause avaient fait le déplacement, les personnes les plus attendues n'y étaient pas. Pourtant, se rendre sur place est sans doute la seule manière de se rendre compte de ce qui se joue véritablement au chemin du Closel. Tout d'abord, force est de constater qu'on est bien loin de l'«instrumentalisation» de «pauvres migrants» de la part d'un collectif autochtone qui aurait son agenda propre, comme ont pu le sous-entendre certains observateurs dans le cadre de luttes similaires. Si une chose frappait lors de la discussion de lundi, c'est bien la

détermination des habitants à prendre en main leur propre destin, entourés de soutiens décidés à ne pas laisser des gens dormir à la rue. «Nous sommes venus depuis l'Afrique, nous savons prendre soin de nous-mêmes, tout ce dont nous avons besoin, c'est d'un toit!», ont ainsi insisté plusieurs des participants. Pour le reste, ils peuvent parfaitement se débrouiller et ne demandent rien, faut-il comprendre. Conscients des différentes étiquettes dont on les affuble, faute de disposer d'une case pré-existante à laquelle ils correspondraient, ils tiennent avant tout à souligner qu'ils sont «comme vous et moi»: «On nous appelle migrants, illégaux, mais en fait il n'y a pas de différence entre vous et nous. Sauf que nous dormons dans la rue, parfois sous la pluie. Même dans un bunker, on doit se coucher à 8h, on se fait réveiller tôt le matin et on doit partir, mais pour aller où? Qui d'entre vous voudrait vivre comme ça? Il faut vous poser cette question!», s'exclame l'un d'eux en s'adressant à l'assistance.

Un îlot de solidarité en pied de nez aux règlements

«Ce lieu nous permet de reposer notre esprit, il nous donne un répit», souligne un autre habitant. Et c'est peut-être avant tout ce qu'apporte le bâtiment du chemin du Closel. Un toit, mais aussi de la chaleur humaine, des rires, de la musique, du lien, et nombreux sont ceux qui le soulignent. Ici, on a comme le sentiment d'un îlot de solidarité qui ferait un pied de nez à la froideur des politiques et à la déshumanisation provoquée par les lois. Il suffit du reste de passer quelques minutes dans le bâtiment pour se rendre compte des liens qui se sont créés et de la complicité particulière qui règne entre les habitants et leurs soutiens, dont certains ont suivi l'aventure depuis le début et d'autres continuent à arriver. «Lorsque nous avons déménagé depuis la route de Berne, nous étions 120 dans le métro avec tout le matériel, c'était un moment unique!», me confie un militant près de l'entrée, un large sourire aux lèvres. Après le débat public, l'un des occupants me fait visiter la cuisine où s'activent plu-



Jusqu'aux occupations de Lausanne et de Renens, les habitants du chemin du Closel dormaient dehors, parfois depuis de nombreux mois.

Collectif Jean Dutoit

sieurs des locataires. «Nous cuisinons pour cinq ou six, par petits groupes. De nombreux voisins ont manifesté leur solidarité en amenant de quoi manger ou des habits. A la route de Berne, des gens venaient pratiquement tous les jours apporter des choses, mais ici, le lieu est un peu plus éloigné», commente mon guide.

Aucun dialogue possible

Seule ombre au tableau pour les habitants, et pas des moindres, il semble impossible de dialoguer avec le Conseil d'Etat. «Les autorités prétendent que nous sommes fermés au dialogue et préfèrent s'en remettre à la justice pour répondre aux questions que nous soulevons», expliquent-ils. Le jour de leur arrivée, ils auraient ainsi contacté l'Etat de Vaud et les transports publics lausannois, propriétaires du bâtiment, pour leur proposer d'ouvrir un dialogue, ainsi qu'un contrat d'usage du bâtiment par lequel ils s'engageraient à payer les charges d'électricité, la consommation d'eau et le chauffage. Pour toute réponse, ils n'ont toutefois obtenu qu'une plainte civile contre tous les habitants et se sont vu signi-

fier la nécessité de quitter les lieux au 5 octobre. Les raisons évoquées pour justifier l'«urgence» de cette évacuation sont cependant largement incompréhensibles: «Un éventuel retard, à terme», du projet de construction d'un tramway dans la zone (dont le crédit de construction n'a pas encore été voté), ou encore l'éventualité de louer les locaux pour des soirées d'entreprise, 5 à 10 fois par année, en attendant leur démolition. «Urgence, urgence, ce n'est pas une urgence!», s'exclame l'un des participants, qui peine visiblement à comprendre, malgré ses efforts, pourquoi il devrait se

retrouver à la rue pour ces raisons.

En attendant que les autorités veuillent bien communiquer avec eux, les occupants ne demeurent toutefois pas les bras ballants, à attendre qu'on leur propose des solutions. Lundi, plusieurs idées constructives ont ainsi été lancées dans la discussion, comme l'hébergement chez des particuliers ou la déclaration de Lausanne comme «Ville-refuge», à l'image de Barcelone, Madrid, et d'autres villes «indignées» d'Espagne. Affaire à suivre. ■

Juliette Müller

ILS SOUTIENNENT GAUCHEBDO

Pourquoi diable s'abonner à GaucheBdo?



Pourquoi diable s'abonner à GaucheBdo? Ou plutôt pourquoi diable attendre que l'alarme se répande sur sa disparition possible pour s'abonner. Eh bien justement parce qu'il y a danger à ce que ce journal disparaisse et avec lui un morceau de la diversité et de l'histoire politique romande et qu'après il sera trop tard pour se lamenter sur l'opinion unique instillée à chacun d'entre nous par un groupe de presse en situation de quasi-monopole régional.

On peut ne pas toujours adhérer aux articles qui paraissent dans GaucheBdo mais soutenir ce journal quand même, admirer l'engagement quotidien d'une poignée d'enthousiastes dévoués, envers et contre tout et trou-

ver que de temps en temps nous sommes d'accord sur certains points. Car au-delà des divergences d'opinion, il y a encore des gens qui rêvent d'un monde meilleur et plus fraternel. Ils me rappellent des disparus chers à ma mémoire qui y ont cru aussi par leur générosité de cœur et par leur espoir en un avenir plus juste et plus humain.

Moi aussi je rêve d'un monde plus fraternel et plus doux, pas toujours tout à fait celui de GaucheBdo bien sûr, mais de temps en temps, quelques pas sur le chemin vers cet autre avenir possible, peuvent se faire ensemble. Bonne chance.

François Lefort,
député au Grand Conseil genevois

JE M'ABONNE À GAUCHEBDO!

Nom :	<input type="text"/>	Prénom :	<input type="text"/>
Adresse :	<input type="text"/>		
	<input type="text"/>		
Code postal :	<input type="text"/>	Téléphone :	<input type="text"/>
Ville :	<input type="text"/>	email :	<input type="text"/>
Pays :	<input type="text"/>	Formule :	<input type="text"/>

FORMULES ET TARIFS

	SOUTIEN		NORMAL		RÉDUIT	
	papier & web	papier seul	papier & web	papier seul	papier & web	papier seul
1 année	250 frs	150 frs	200 frs	85 frs	135 frs	
6 mois		80 frs		40 frs		
Essai (3 mois)		10 frs				

Des formules d'abonnement web uniquement (sans l'édition papier) sont disponibles sur www.gauchebdo.ch/abonnements

CONTACTS ABONNEMENTS

GaucheBdo - abonnements
case postale 168
1211 Genève 13

abo@gauchebdo.ch

En vous abonnant directement sur le web, vous simplifiez grandement la gestion administrative de votre abonnement : www.gauchebdo.ch/abonnements

Indonésie: le massacre inconnu

HISTOIRE • Entre octobre 1965 et juin 1966, entre 500'000 et 2 millions de membres et sympathisants du parti communiste indonésien sont massacrés pendant un coup d'Etat qui portera au pouvoir un général de second rang, Suharto, qui restera pendant trente ans à la tête du pays.

L'Indonésie obtient son indépendance en 1945, participant ainsi au mouvement de décolonisation qui a suivi la fin de la Seconde guerre mondiale. Pendant près de quatre siècles, cette moitié néerlandaise de l'archipel malais avait été exploitée pour ses épices par les Occidentaux et avait fait la fortune de la Compagnie des Indes orientales, puis de l'administration coloniale des Pays-Bas. Le mouvement indépendantiste indonésien est composé de nationalistes, d'islamistes et de communistes qui se font concurrence et les heurts sont nombreux jusqu'au milieu des années 50 quand le dirigeant nationaliste Soekarno impose la politique de compromis dite du «NASAKOM», modèle de «démocratie dirigée» à laquelle collaborent les parties susmentionnées.

Le Parti communiste indonésien, bâti sur le socle d'un petit parti social-démocrate fondé par des socialistes néerlandais expatriés, est, à la veille de 1965, le troisième parti communiste du monde derrière ceux de l'URSS et la Chine et compte près de deux millions de membres. Sa participation de plein gré à la NASAKOM contribue pour beaucoup à la stabilité du régime de Soekarno qui fait du même coup d'importantes concessions sociales. Parmi les projets communistes, la réforme agraire doit sortir le pays de l'état féodal des campagnes où; les grands propriétaires issus des anciennes principautés malaises, soutenus par les dignitaires religieux musulmans, se partagent la grande majorité des terres qui produisent la principale richesse de l'Indonésie, à savoir le poivre et les autres épices. A ce rapport de force qui se dessine sur la question agraire s'ajoute la place grandissante occupée par l'armée dont l'état-major est divisé sur les options géopolitiques d'un pays qui s'est affirmé sous Soekarno comme un leader des non-alignés, en accueillant notamment la conférence de Bandung en 1955.

Répression générale

Dans la nuit du 30 septembre au 1 octobre, un groupe d'officiers, le «mouvement du 30 septembre», prend en otage et exécute les six plus hauts gradés de l'état-major indonésien. Le général Suharto, commandant des troupes de réserve de l'armée de terre, prend la tête de l'armée, rétablit l'ordre dans la capitale et accuse le PCI d'être lié aux



La propagande de Suharto pousse la population à se livrer à de véritables lynchages publics.

putschistes. Dans les semaines qui suivent, une campagne de propagande menée depuis Jakarta répand les mêmes nouvelles dans le pays. S'en suivent des purges au sein de l'armée et au Parlement, les partisans des communistes et de Soekarno sont arrêtés et exécutés, le siège du PCI dans la capitale est incendié, alors que des organisations estudiantines anticommunistes, la KAMI, la KASI et la KAPPI, auxquelles se joignent les ligues islamistes, entament une véritable «chasse aux sorcières» contre la gauche et les athées. A travers le pays, les nombreux immigrés chinois, assimilés aux communistes, sont persécutés. Dans l'île de Java, la défaite rapide des troupes qui se sont rangées du côté communiste écourte le début de guerre civile et la répression menée par les organisations étudiantes et l'ANSOR islamiste frappe tant les militants du parti que les personnes, suspectées, à tort ou à raison, de «sympathies socialistes». Les leaders du PCI Aidit et Lukman sont attrapés et fusillés fin novembre. A Bali, la société hindouiste des castes toujours vivace fait prendre au conflit la tournure d'une opposition entre traditionalistes et progressistes auxquels sont prioritairement assimilés les membres du PCI. Sous Soekarno, ces derniers occupaient ici les postes importants dans l'administration, sus-

citant la colère des propriétaires terriens et des fondamentalistes hindous. La défaite des troupes communistes y est également rapide. Entre 80 et 100 000 personnes sont ainsi massacrées dans l'île jusqu'en mars 1966. A Sumatra et Aceh, c'est le mouvement des «paysans sans terre» visant à occuper des terrains cultivables, soutenu par le PCI, qui attise la répression. Là aussi, on compte entre 200 000 et 300 000 victimes. Alors que les massacres à grande échelle se calment progressivement faute de communistes à massacrer, la situation politique nouvelle permet à Suharto de s'appuyer sur l'armée et les islamistes pour destituer Soekarno en 1967. Le Parti communiste est effacé de la carte politique et sociale indonésienne, alors que le bilan final, difficile à établir en raison du silence des autorités sur ce qui est qualifié par le régime de Suharto comme «la trahison du PCI», évalue, selon les experts et d'après les témoignages, le nombre de victimes entre 500 000 et 2 000 000 de morts ou disparus, pour autant d'Indonésiens emprisonnés.

Le «Talon de fer»

Si, au-delà de l'échelle des massacres, l'exemple indonésien fait date, c'est qu'il intervient dans le contexte évident de la Guerre froide et de luttes d'influences entre camps bourgeois et

socialistes pour les ex-colonies et pays émergents du «Tiers-Monde», réunis au sein des «non-alignés». En 1920 déjà, l'accord commercial entre la Russie soviétique et l'Empire britannique prévoyait comme condition sine qua non la cessation des activités de propagande du Komintern dans les dominions en Asie. Après-guerre, une majorité de ces Etats se range derrière des leaders comme Nasser et Soekarno, se déclarant progressistes, laïcs et parfois même ouvertement socialistes. Sur l'échiquier géopolitique, les chancelleries occidentales, conscientes de leurs options stratégiques et défendant les intérêts de leurs grandes compagnies, voient d'un bon œil ce qui se passe en Indonésie en 1965. A la fin des années 50, les Etats-Unis y avaient soutenu une rébellion sociale-démocrate à Sumatra qui avait échoué. Avec Suharto, l'Indonésie rejoint le camp pro-américain et ouvre son marché aux multinationales occidentales, tout en réprimant la contestation sociale intérieure avec férocité. L'élimination physique systématique des communistes comme moyen de régler les tensions sociales et «réorienter» le pays à «problèmes» est utilisée ici avec escient et sans états d'âmes par la contre-révolution dans un paradigme conservateur où les intérêts des grands «bourgeois» locaux et des fondamen-

talistes religieux se rejoignent. A la lumière de ces événements, on peut ainsi faire une lecture différente, par exemple, de la guerre du Vietnam et de ses conséquences. Les massacres en Indonésie entrent aussi en résonance particulière avec la trame du roman de Jack London *Le Talon de fer*, publié en 1914, où un pays, débarrassé de ses communistes à la suite d'une révolution manquée, se couvre d'une chape de plomb réactionnaire durant trois siècles.

50 ans après, silence à peine troublé

La chape est effectivement tombée sur l'Indonésie. Un système habile où le parti «officiel» Golkar par des astuces réglementaires électorales obtenait toujours les deux tiers des voix, le tiers restant étant partagé entre deux partis agglomérés de force autour d'un pôle islamiste et d'un autre pôle nationaliste regroupant les mouvements non religieux. Cette division artificielle entre traditionalistes et laïcs, que l'on sent poindre également à nos portes, censée mimer une «activité sociale et citoyenne» reste encore, après la démission de Suharto en 1998, la réalité de la politique indonésienne. Cette dernière complique évidemment toute tentative de commémoration des faits qui se sont produits en 1965. 50 ans après, il n'y a toujours pas de reconnaissance officielle des massacres. Malgré les excuses à titre personnel en 1999 du président Abdurrahman Wahid pour le rôle joué par son organisation religieuse, le Nahdatul Ulama, ou l'élection du président actuel Widodo présenté comme progressiste, toutes les propositions d'évocation ou de discussions de ces événements se heurtent à l'intransigeance d'une société civile et d'une classe politique héritière du système de Suharto, dont les massacres de 1965 furent l'élément fondateur. Autrement plus étonnant est le silence assourdissant sur le sujet dans la presse occidentale et les milieux académiques. Mis à part les travaux et le témoignage de Benedict Anderson, chercheur connu pour sa définition dans les années 80 de la nation en tant que «communauté politique imaginée», il faut attendre 2014 pour que le documentaire de Joshua Oppenheimer *The Look of silence* suscite un frémissement médiatique autour de la question en raflant plusieurs prix dans des festivals importants, comme à Venise. ■

Alexandre Smirnov

Les «CFF» espagnols sous la menace de la privatisation

Tous les vendredis jusqu'au 23 octobre, durant six heures, le personnel de la compagnie nationale ferroviaire Renfe et celui d'Adif, établissement public qui gère les infrastructures ferroviaires nationales depuis 2005, est en grève. «Les mobilisations ont pour objectif de s'opposer aux attaques du gouvernement contre le service public et la politique continue de privatisations du secteur qui attende aux intérêts des usagers, en concédant aux privés des activités rentables pour les caisses publiques», dénonce ainsi la Commission ouvrière, qui soulignait que le 18 septembre, la grève avait été soutenue par 85% des équipes.

Devançant le projet de la Commission européenne qui veut la fin des monopoles ferroviaires nationaux en 2019, le gouvernement espagnol de Mariano Rajoy est en train d'accélérer le processus de privatisation du rail. En 2005, le secteur marchandise de la Renfe a été ouvert aux concurrents étrangers, puis en 2014, la compagnie a été divisée en 4 sociétés anonymes de droit public divisées en secteurs marchandise, voyageurs, entretien du matériel et location de machines à des entités privées, confiée à l'entreprise Rosco. «Nous savons qu'il existe maintenant un plan de privatisation de 49% du secteur marchandise et pour privatiser encore plus le secteur d'entretien des trains, en

menaçant l'emploi de près de 5'000 travailleurs», relevait en août, dans un communiqué, Nicolas Taguas, secrétaire général de Commission ouvrière. Dans le même temps, Adif a été divisée en deux secteurs, l'un dédié à l'entretien des infrastructures de grande vitesse et l'autre aux lignes régionales. A cela s'est ajoutée la suppression de 45'000 services annuels de circulation de trains, alors que 172 arrêts dans des gares furent rayés de la carte.

Antécédent anglais catastrophique

Aujourd'hui, le gouvernement veut aller encore plus loin et ouvrir à la concurrence le transport passager sur les grandes lignes, comme l'a annoncé

la ministre en charge du dossier Ana Pastor en juin. La première ligne soumise à la concurrence sera celle du couloir à haute vitesse sur la côte méditerranéenne jusqu'à Valence, puis devrait venir le tour de la ligne Barcelone-Madrid-Séville, une ligne pourtant très rentable pour l'Etat espagnol, qui a investi déjà 48 milliards d'euros dans ses lignes TGV.

L'autre exigence de la lutte des syndicats touche à l'investissement de moyens financiers dans la Renfe et l'engagement de personnel. «Nous exigeons un plan urgent pour répondre à la suppression de près de 1'000 postes depuis 2014 et pour rajeunir le personnel du fait du vieillissement du

personnel qui a une moyenne d'âge de 53,4 ans, la plus haute d'Europe», souligne la Confédération générale du travail. Plus généralement, les deux syndicats dénoncent la stratégie du gouvernement, dénonçant le tarissement des investissements, les coupes dans le personnel afin de produire une dégradation du service, avant la mise en vente des secteurs les plus lucratifs à des opérateurs privés. Et ils rappellent la catastrophe qu'a occasionnée la privatisation en 1993 sous le règne de John Major du rail britannique, qui a finalement dû être remis sous administration publique en 2001 par Tony Blair. ■

Joël Depommier

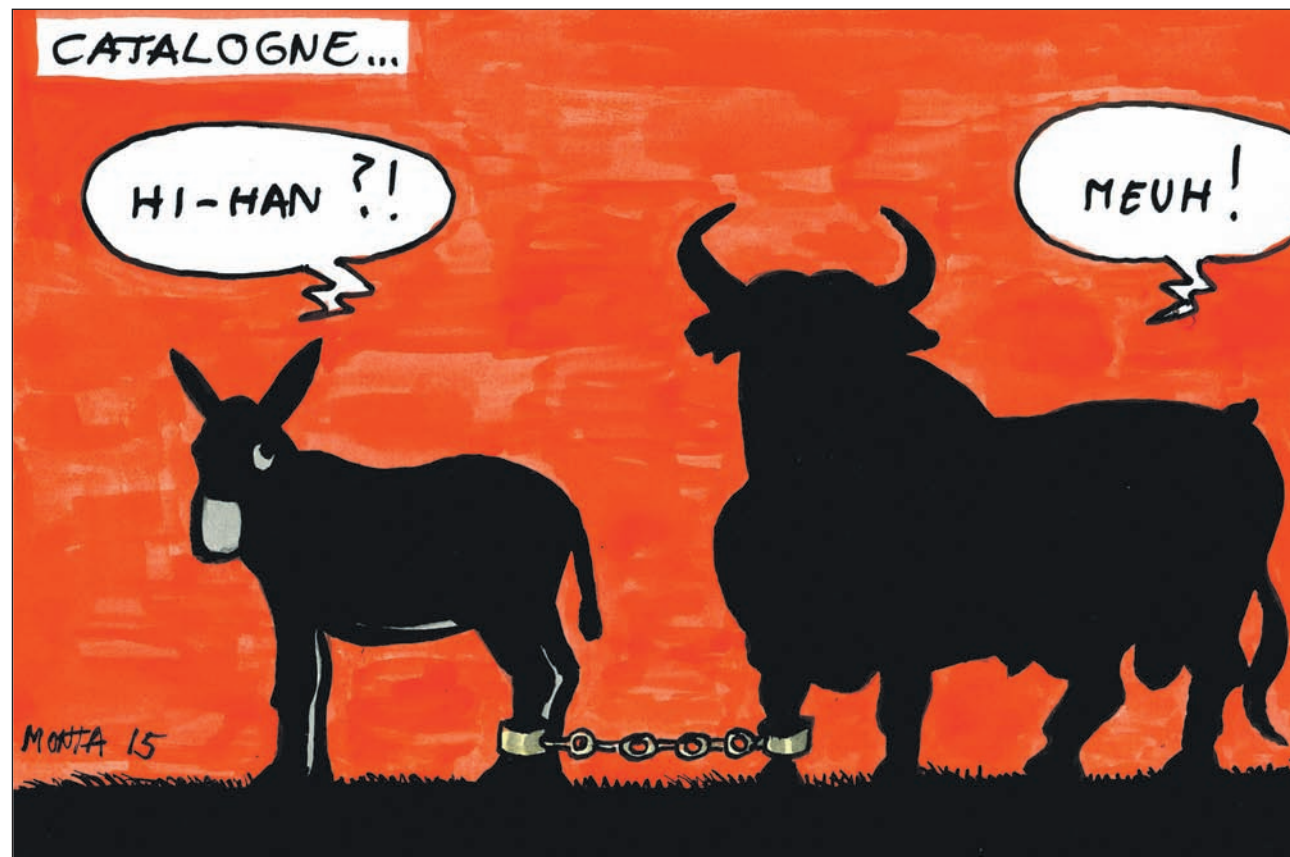
Les indépendantistes vainqueurs mais divisés

ESPAGNE • La coalition du président sortant Artur Mas est arrivée en tête des élections régionales catalanes de dimanche dernier. Mais elle trébuche sur l'objectif d'obtenir une majorité absolue pour accélérer le processus sécessionniste.

« Nous sommes légitimes pour aller de l'avant. » C'est, en substance le message délivré par Artur Mas, dimanche soir, aussitôt connus les résultats des élections régionales. Le président de la Catalogne, qui avait fait de ce scrutin un plébiscite en faveur de l'indépendance, en a-t-il réellement les moyens ? Les Catalans ont, certes, voté en masse avec une participation de plus de 77%. Les longues files d'attente devant et dans les bureaux de vote sont un signe palpable de l'intérêt qu'a suscité cette consultation qui a d'ailleurs dépassé les seules frontières de la région. Mais les jeux sont loin d'être faits. Le parti d'Artur Mas, *Convergència democràtica de Catalunya* (Convergence démocratique de Catalogne), qui pour l'occasion concourait avec son partenaire de gouvernement, les indépendantistes de gauche de l'ERC (Gauche républicaine catalane) au sein d'une liste « Ensemble pour le oui », est certes arrivé en tête en totalisant 39,57% des suffrages. Mais avec « seulement » 62 députés, *Junts pel Sí* échoue dans son objectif de remporter la majorité absolue fixée à 68 sièges. Si l'on additionne son résultat à celui de la Candidature d'unité populaire (CUP), parti des indépendantistes anticapitalistes qui enregistrent, eux, une véritable percée en décrochant 8,21% des voix, soit dix députés contre trois précédemment, le camp sécessionniste est majoritaire avec 72 parlementaires, mais pas en voix, puisqu'il n'obtient que 47,8% des suffrages contre 51,7% pour toutes les autres formations politiques. Rappelons encore qu'en 2012 la coalition *Convergència i Unió* et l'ERC comptaient 71 députés au sein du Parlement.

Tractations pour l'investiture d'Artur Mas à la présidence

Hier encore, il était impossible de démêler l'écheveau qu'Artur Mas a lui-même créé, en poussant jusqu'à l'extrême ses désirs d'indépendance qui ont eu pour conséquence de faire voler en éclats la



coalition historique des conservateurs catalanistes qu'il formait avec *Unio*. Les tractations concernant son investiture à la présidence de la *generalitat* s'annoncent déjà difficiles. Son allié dans l'exécutif affiche d'ailleurs une prudence élogieuse. « Il ne s'agit pas de noms, nous comptons tout et nous comptons sur tous », a déclaré le porte-parole de l'ERC, Sergi Sabria. Les républicains n'ont jamais caché leur souhait de former un gouvernement de couleur indépendantiste avec la CUP mais également avec les membres de « Oui, la Catalogne peut », la liste où convergeait *Podemos*, *Izquierda Unida*, les écologistes *ICV* et *Equo*, le *Psuc* *Viu*... Mais là encore Artur Mas a du mouron à se faire.

Du côté de la CUP, l'affaire paraît réglée. Tout d'abord parce que la formation affiche un sécessionnisme pressé, en rejetant l'idée d'un processus négocié avec Madrid de l'ordre de

dix-huit mois, comme l'avance l'exécutif sortant. Dimanche soir, sa tête de liste, Antonio Baños, qui a qualifié leur victoire de « pouvoir populaire, d'anticapitalisme et de féminisme », a été on ne peut plus clair. « La souveraineté catalane peut désobéir aux lois espagnoles », a-t-il affirmé, en référence à la Constitution espagnole qui interdit l'organisation de référendum sécessionniste. L'autre raison pour laquelle la CUP ne devrait pas intégrer le prochain gouvernement, et certainement s'abstenir sur la candidature d'Artur Mas, s'explique par la nature même des politiques mises en œuvre par celui-ci. Le président sortant, qui tire à boulets rouges sur le Parti populaire (droite conservatrice) au pouvoir, n'a pourtant rien à envier au gouvernement central en matière de réformes « austéritaires ». Son dernier mandat a été marqué par les

scandales de corruption, les privatisations et les « recortes », les coupes au sabre dans les budgets des dépenses publiques et singulièrement dans le secteur de la santé. Ce que les anticapitalistes n'ont d'ailleurs pas manqué de rappeler dès dimanche soir.

La liste « Oui, la Catalogne peut » face au néolibéralisme

Quant à la liste « Oui, la Catalogne peut », l'affaire est plus qu'entendue. Le discours de ses candidats était principalement axé autour de la justice sociale face au néolibéralisme. C'est donc peu dire que cette coalition électorale se refusera de voter pour Artur Mas à la tête de la *generalitat*. Non sans contradiction, les formations intégrantes se sont gardées de livrer un message indépendantiste tout en défendant le droit à l'autodétermination. Leur message n'a toutefois pas

convaincu, à en juger par leurs résultats décevants. Avec 8,93% des voix, ce rassemblement de gauche ne décroche que 11 députés. Pour mémoire, en 2012, les écologistes d'ICV et *Izquierda Unida* avaient remporté 13 sièges. D'où depuis la pusillanimité des responsables politiques intégrant cette liste dont l'objectif était d'agglomérer les forces et les expressions antilibérales de ces dernières années.

Très nette progression de Cuidadanos (C's - Citoyens)

On retiendra également de ce scrutin la très nette progression de *Cuidadanos* (C's - Citoyens). Dans un paysage où, sur les quatre provinces, seule la ville de Barcelone a résisté à la poussée nationaliste, cette formation de droite et centralisatrice a tiré son épingle du jeu. Avec 17,91% des suffrages et 25 députés contre neuf dans la précédente législature, elle devient la deuxième force politique derrière la coalition d'Artur Mas. C's est ainsi parvenu à siphonner les voix de l'électorat traditionnel du Parti populaire. Ce dernier enregistre d'ailleurs une défaite cuisante, en perdant près de 130 000 voix et huit parlementaires (11 contre 19 en 2012). Le choix comme tête de liste de Garcia Albiol, l'ancien maire de Badalona, à la réputation aussi sulfureuse que grossière n'a pas convaincu, y compris dans les rangs des « populaires ». Avec ses 16 députés, le Parti socialiste catalan a perdu quatre sièges mais limite la casse, là où il s'attendait à un vote sanction encore plus fort. Enfin, on notera qu'Unio, l'ancien binôme de *Convergència* qui a dominé ces dernières décennies la vie politique catalane, se retrouve sans représentation parlementaire.

L'heure est désormais aux concertations entre les formations politiques. Mais rien n'est encore écrit d'avance, en dépit de l'expression des urnes. ■

Cathy Ceibe

Paru dans *l'Humanité*

Réflexions après une défaite, façonner l'avenir

GRÈCE • Dans le cadre du débat provoqué par les renoncements de Syriza, Elena Portaliou, ex-membre de Syriza qui a rejoint le nouveau parti Unité populaire tente d'esquisser une feuille de route pour continuer la lutte contre l'austérité malgré les découragements.

Quand nous essayons de faire le point de la défaite électorale du 20 septembre et des mauvais résultats de l'Union Populaire, nous disons qu'on nous a volé le temps pour nous y préparer. Nous oublions alors que la gestion du temps appartient au pouvoir, qui emploie des stratégies de guerre pour surprendre et disloquer le camp anti-memorandum.

La blessure subie par ceux qui ont participé aux luttes sociales et à la construction du Syriza ne cicatrises pas avec la continuation expéditive des luttes. Il faut se demander pourquoi les tendances organisées de Syriza et les militants actifs qui ne partageaient pas la stratégie tacite de l'entourage du président ne voyaient pas ou ne voulaient pas voir que l'affrontement avec les « institutions » n'aurait pas lieu, parce que nous n'étions pas armés pour et ne l'avions d'ailleurs pas envisagé.

Le NON de quelques député(e)s (ndr. : quand le Parlement fut invité à

entériner l'accord du Premier ministre avec les créanciers) a fissuré l'unité du groupe parlementaire de SYRIZA, qui acceptait sans aucune pudeur de servir de médiateur pour que le peuple accepte sa propre ruine. S'il n'y avait pas eu ces NON au parlement, ni les NON du départ massif de milliers de membres du parti, nous aurions des raisons de croire que Syriza n'a été qu'une chemise vide, une appellation qui désigne maintenant une entité toute différente.

Déception et abstention

La signature du troisième memorandum a dissipé les dernières illusions, par ailleurs inexcusables. Il nous faut repenser nos trajectoires tant collectives qu'individuelles. Le choc d'un réveil brutal peut devenir libérateur. Nous aurions peut-être aussi pu accélérer le rythme politique comme nos adversaires, et inscrire des actions radicales qui annoncent l'ère nouvelle

de résistances et la démarche nouvelle de l'Unité Populaire. L'Unité Populaire a démarré dans la hâte. Ceux qui ont pris l'initiative de sa création, ont agi en accord complet avec leurs convictions politiques de toujours, mais ils ont entrepris une démarche collective comme si c'était un choix personnel les concernant individuellement. Ils ont ainsi raté la communication avec le corps électoral désireux de conserver certains modestes acquis, qui penchait pour ceux qui paraissaient les meilleurs gestionnaires du memorandum, Syriza.

Par ailleurs, le corps électoral, qui depuis le premier memorandum se trouve progressivement marginalisé, n'attend rien des élections et vient grossir le rang des abstentionnistes. L'abstention lors du dernier scrutin n'exprime pas seulement la résignation mais aussi la défiance envers le système politique tout entier et/ou envers un changement par Syriza.

Quant aux citoyens qui ont préféré exprimer leur opposition au memorandum par le moyen catégorique de l'abstention, on peut estimer qu'ils auraient pu nous soutenir et nous permettre de continuer les luttes aussi depuis le Parlement.

Un projet pour les forces vives

Nous avons perdu une bataille mais pas la guerre, ont déclaré, le soir des élections, les porte-paroles de l'Union Populaire. Ce parti veut créer un front populaire, social et politique. Comment après l'échec ou la « trahison » du Syriza nous sera-t-il possible d'afficher le même but, en brandissant cette fois l'arme de la sortie de la zone euro ? A vrai dire, les gens des milieux populaires ont perdu la confiance en eux ou l'espoir secret que la baguette magique du vote transformera le monde. Par ailleurs, ils doivent mener une lutte quotidienne pour gagner leur vie et assurer

leur survie. Selon une thèse, plus les gens sont ruinés, plus ils seraient prêts à se révolter ; c'est inexact, du moins en Europe. Il faut un projet mobilisant les forces sociales vives. Il faut des réponses à des questions difficiles et non des plate-formes qui ne sont que des rapiécages de mots. Il faut des recompositions et des confrontations sociales, des fronts populaires en Grèce et des fronts de solidarité en Europe et dans le monde entier.

Tout d'abord, nous devons changer nous-mêmes. L'assemblage de petites formations aux discours et actions éparses d'aujourd'hui, doit céder la place à un puissant courant politique et idéologique nourri d'exemples historiques et contemporains. La démocratie doit devenir la règle de notre existence collective, sociale et politique. ■

Eleni Portaliou

Traduit du grec par Anna Spillmann

Thriller politique en Grèce

LITTÉRATURE • Le roman de Nicolas Verdan est en prise avec une actualité brûlante.

Deux romans historico-politiques vont marquer la rentrée littéraire en Suisse romande. Montbovon, du journaliste connu Christian Campiche, retrace deux réalités de la Suisse pendant la Seconde Guerre mondiale. D'abord l'internement, dans des conditions souvent indignes, de 12'000 officiers et soldats polonais qui avaient vaillamment combattu pour la France en 1940. Et la présence dans notre pays de la Banque des règlements internationaux, où représentants de pays en guerre les uns contre les autres banquetaient ensemble : soit une sorte d'Internationale de l'or !

Nicolas Verdan, lui, s'était déjà fait remarquer pour son roman *Le Patient* du docteur Hirschfeld, qui se situait dans les milieux homosexuels en Allemagne nazie et à Tel-Aviv. Son nouvel opus, *Le Mur grec*, est incontestablement une réussite. Il vaut d'abord pour ses qualités littéraires : une grande maîtrise du récit, un style tantôt nerveux et incisif, tantôt lyrique. L'auteur, lui-même grec par sa mère, démontre par ailleurs sa parfaite connaissance des réalités helléniques, notamment par son évocation des rues et quartiers d'Athènes, avec leur géographie sociale.

Tout commence par la découverte d'une tête d'homme coupée, sans corps, en Thrace orientale, tout près du fleuve Evros, qui fait frontière entre la Grèce (donc l'Union européenne) et la Turquie, et à côté d'un bordel sordide, l'Eros. Le roman se présente donc au départ comme une intrigue policière. Son aspect thriller va s'accroître au fil de la lecture. Mais il prend rapidement une dimension politique. Qui est derrière ce crime ? S'agit-il d'un règlement de comptes ? Est-il lié aux officiers et soldats de diverses nationalités composant la Frontex, la force militaire qui contrôle les frontières extérieures de l'UE depuis le traité de Schengen, et qui fréquentent l'Eros ? Ou encore le meurtre est-il lié aux conflits entre affairistes qui se battent pour obtenir le contrat de la construction du mur destiné à stopper les migrants et réfugiés, en séparant la Grèce et la Tur-



Réfugiés bloqués au mur d'Evros entre la Grèce et la Turquie, où se situe l'action.

quie ? Nous laisserons le lecteur découvrir la vérité.

L'enquête est menée par l'Agent Evangelos, un personnage assez banal, pourtant hanté par le souvenir honteux d'un acte de violence sur un étudiant auquel on l'a contraint, alors qu'il était jeune policier, pendant le sinistre régime des colonels. Il pourrait faire penser un peu au fameux commissaire Wallander de Henning Manckell. Mais aussi, par sa recherche obstinée de la vérité, au commissaire Brunetti de Venise, sous la plume de Donna Léon. Finalement, pourra-t-il le faire connaître la vérité, ou devra-t-il, comme parfois ce dernier, diffuser une vérité officielle ? Ou encore fera-t-il justice lui-même ? Tout cela tient le lecteur en haleine.

Dans une Grèce déliquescence

Mais l'intérêt principal du roman réside dans la description sans concession d'une Grèce déliquescence. L'histoire se passe en 2010, sous le régime des partis traditionnels, donc bien avant l'accession au pouvoir de Syriza. Le mur de barbelés à la frontière turque n'est pas encore construit. Il le sera en décembre 2012. Mais surtout, c'est une Grèce en perdition, où règnent les «affaires» et la corruption jusqu'au sommet de l'Etat. Une Grèce en pleine crise de la dette et à l'économie très mal en point, ce qui engendre la misère et l'effondrement des prestations sociales : «les nouveaux chômeurs, les retraités qui fouillent les pou-

belles, les dockers du Pirée sans travail, les fonctionnaires en grève, les agents de la Société d'électricité bientôt licenciés et chargés de couper le courant aux familles qui ne paient plus leur facture», etc. De surcroît, l'auteur remonte dans l'histoire grecque : aux migrants et réfugiés qui affluent en Europe après avoir traversé la Turquie font pendant les centaines de milliers de réfugiés grecs de 1922, au terme de la guerre qui vit les troupes d'Atatürk l'emporter sur l'armée grecque follement aventurée en Anatolie. Il évoque aussi la situation des minorités turcophone musulmane et bulgare méprisées.

Ce livre pose, une fois de plus, le problème du roman historique et politique. Ou bien l'auteur s'écarte trop des faits, et l'aspect romanesque l'emporte sur le souci de vérité. Ou bien, par fidélité à la réalité qu'il décrit, il risque de faire de ses personnages des porte-paroles et de leur enlever leur épaisseur humaine. Nicolas Verdan penche un peu vers ce second terme. C'est la seule (légère) critique que nous lui ferons. Ainsi l'histoire d'amour entre l'affairiste germano-grec Nikolaus Strom et Christina paraît un peu «parachutée» dans le roman. Ce qui cependant n'enlève rien aux qualités de ce livre passionnant et en prise directe sur une actualité plus brûlante que jamais. ■

Pierre Jeanneret

Nicolas Verdan, *Le Mur grec*, Orbe : Bernard Campiche Editeur, 2015, 252 p.

Et si Home Made dénonçait ce qui n'est plus?

THÉÂTRE • Vérités d'autrefois ne sont peut-être plus vérités d'aujourd'hui: pour être «fait maison» encore faut-il qu'il y ait une maison!

La pièce *Home made*, écrite et mise en scène par Magali Tosato, s'inspire du livre «Mars» de Fritz Zorn, paru en 1976, et interroge comme lui, mais dans un style beaucoup moins violent, l'influence et la contrainte qu'impose une certaine éducation. Magali Tosato a le sens de la langue, une expression qui mêle poésie, ironie, absurde; elle confie son texte à deux acteurs, Baptiste Coustenoble et Tomas Gonzalez. Ils sont l'un, l'autre, personne et tout le monde, le fils, la mère, l'ami, bref une espèce de prisme de personnalités qui renvoie au rapport entre l'individu et le milieu familial, tout à la fois rassurant et oppressant.

Un manque de règles qui étouffe

Certes, l'influence de la famille et de la société dans lesquelles on a vécu son enfance sont déterminants, soit qu'on y adhère, soit qu'on se révolte, mais les problèmes d'il y a quarante ans ne sont plus ceux d'aujourd'hui, même dans un milieu aisé, favorisé,

en quelque sorte protégé pas sa situation sociale. Peut-être même surtout dans ce milieu, qui n'a pas à se battre avec les difficultés de ceux qui n'appartiennent pas à la bourgeoisie privilégiée. Car même là, le mode de vie et le rapport à la mère ne sont plus ceux de jadis. La mère travaille et se réalise dans un métier qu'elle a choisi, donc ne «sacrifie» heureusement pas tout à ses enfants, lesquels se forment très tôt en dehors du cocon familial: crèche, puis clubs de sport ou culturels, réseaux sociaux, smartphone, ordinateurs, pour ne pas parler de la première auto qu'en ces milieux on va leur offrir sitôt l'âge de conduire atteint. Pas sûr qu'ils resteront longtemps «l'enfant sage, poli, qui ne désobéit pas, respecte les lois». La réalité, les scandales qui se multiplient leur sont un tout autre exemple! D'autre part l'enfant risque fort de vivre divorce, précarité professionnelle – le père fût-il banquier – ou changement de domicile.

Quand on entend les propos de *Home Made*, on a l'impression d'une carte postale d'une autre époque. On rit souvent tant certaines banalités, réminiscences, commémorations bien amenées dans une mise en scène intelligente, qui joue sans excès avec vidéo et voix enregistrées, sont d'un réalisme désopilant, mais tout cela date un peu. La société, aujourd'hui, plus que la famille, forme l'enfant. Ce ne sont pas les règles qui l'étouffent mais plutôt le manque de règles crédibles, de références sur lesquelles s'appuyer pour s'affirmer; et son appartenance à un milieu ou à un autre n'a plus rien de pérenne. Il n'empêche que certaines vérités calmement énoncées dans la pièce font réfléchir, car elles stigmatisent le rapport psychologique à la mère nécessairement ambigu, même si les enfants s'en émancipent. ■

Myriam Tétaz-Gramegna

Théâtre de Vidy, salle La Passerelle, jusqu'au 4 octobre

LA CHRONIQUE FÉMINISTE



Et si l'on parlait de sexualité ?

«Cachez ce sein que je ne saurais voir», faisait déjà dire Molière à l'hypocrite Tartuffe. Pour changer des horreurs qu'on nous déverse quotidiennement : le drame des réfugiés, les propos infâmes de politiciens français et suisses à leur égard, les scandales en tous genres, comme les corruptions de la FIFA et la tricherie de VW, parlons un peu de sexualité. Cela nous permettra également de dire adieu à l'été. A propos de VW, j'ai bien ri au détournement de la pub : «VW : DAS Autodesaster».

Peut-être que cela vous aura échappé, si vous étiez en vacances à l'étranger ou n'habitez pas Genève, mais nous avons vécu un incident drôlatique par son absurdité et son anachronisme. Dans le courant de l'été, sous le pont Sous-Terre, quelques baigneuses genevoises topless se sont fait gourmander par des agents de police – le règlement tolère les seins nus à la plage mais pas dans l'eau ! Selon un règlement qui date de ... 1929 ! On se dit que ces policiers avaient vraiment du temps à perdre, parce que les seins nus, revendication de libération après Mai 68, sont tolérés dans les lieux ouverts, comme aux bains des Pâquis et dans les piscines. Mais Genève n'est pas la seule à jouer les effarouchées. A Grandson, on pourchasse les naturistes, qui risquent une amende de 300 francs en cas de récidive.

Il est vrai qu'on assiste, depuis les années 2000, à un retour en arrière. D'après le sociologue français Jean-Claude Kaufmann, les signes se multiplient d'une légère régression de la place des femmes dans la société. Or, dans le même temps, elles tendent à être soumises à des vêtements plus couvrants.

Lors d'une vente aux enchères, le 11 mai 2015 chez Christie's, à New York, un tableau de la série des Femmes d'Alger de Picasso, a été adjugé en onze minutes à 179,36 millions de dollars, ce qui fait de lui, pour l'heure, la toile la plus chère du monde. En relatant l'événement, Fox 5, l'antenne locale de la très conservatrice chaîne new-yorkaise, a décidé de flouter les poitrines des courtisanes, pourtant fort peu suggestives. Mamma mia ! Les seins nus feraient-ils peur ? Pourtant, ils ont servi à nourrir la majorité des bébés du monde. On ne me fera jamais croire qu'un enfant peut être «choqué» par la vue de poitrines nues.

Anouchka Kuhni, présidente de Osez le féminisme suisse, relève le rapport paradoxal qu'entretient la société actuelle avec les seins nus. Ils ne gênent personne dans la publicité, les films, la presse, partout où ils sont exploités à des fins commerciales. Il est donc hypocrite de les condamner dans l'espace public, quand les seins sont dénudés pour le plaisir de celles à qui ils appartiennent. Est-ce à dire que les femmes ne doivent montrer leurs seins que pour le plaisir des autres, des hommes donc, et pas pour le leur ? Il y a des villes où femmes et hommes sont sur un pied d'égalité à ce niveau-là avec des politiques locales de «port obligatoire du tee-shirt» pour tous ou, au contraire, comme à New York, une autorisation pour tous de se promener seins nus/torse nu. Hormis ces quelques exceptions, la plupart du temps, seuls les hommes peuvent se promener torse nu.

Les politiques des réseaux sociaux et des médias américains sur cette question sont consternantes: on peut publier librement des commentaires homophobes, sexistes et racistes sans être inquiété. En revanche, la censure s'abat aussitôt sur les tétons féminins. Les décolletés les plus plongeants et les maillots de bain les plus minuscules sont parfaitement tolérés, pour autant que les tétons ne soient pas visibles.

L'échelle de valeur de ce qui est obscène ou non évolue dans le temps et l'espace. Au cours des années 1980, les seins nus à la plage étaient beaucoup plus pratiqués. Dans certains pays, au Brésil par exemple, on peut se balader en string, mais gare aux tétons! Ce sont des logiques de contraintes et de contrôle du corps des femmes à géométrie variable, mais qui aboutissent toujours au même résultat: les femmes sont moins libres physiquement que les hommes, et le corps social exerce sur elles une pression de bienséance, de bonne conduite, de bonne morale. Ce retour de la pudibonderie est parallèle à une régression de la place des femmes dans la société. Face aux contraintes sociétales qui pèsent sur le corps des femmes, les seins nus constituent toujours un geste politique. Les Femmes utilisent la nudité comme outil de revendication féministe. Ce mode d'action est intéressant, car il travaille à la déssexualisation du corps des femmes, un élément qui permet la progression de l'égalité entre les sexes. Comme les hommes, les femmes doivent pouvoir être libres d'exposer leur poitrine sans que cela soit sexualisé ou considéré comme obscène et une invitation à les agresser.

Cet été encore, nous avons appris qu'on ne votera pas sur l'interdiction d'une éducation sexuelle à l'école. Rappelez-vous : un matériel pédagogique innovant appelé «sexbox» fut qualifié de pornographique par ses détracteurs. Ô scandale, on présentait les organes sexuels sous forme ludique! Or une éducation sexuelle de qualité permet l'apprentissage du droit à son intégrité physique et de la découverte de son corps. De toute manière, les enfants n'attendent pas 12 ans et s'informent sur Internet. Où, hélas, ils sont souvent confrontés à la pornographie, à des actes violents, à la domination masculine. Il vaut donc mieux initier les enfants très tôt à ce que devrait être la sexualité : une rencontre, un dialogue, une complicité dans la tendresse.

L'initiative avait été rejetée par 134 voix contre 36 au National et par 37 voix contre 1 aux Etats. Mais le comité d'initiative a obtenu ce qu'il voulait : retrait de la sexbox, fermeture du Centre de compétences pour l'éducation sexuelle à la Haute Ecole pédagogique de Lucerne, recul sur l'idée de sensibiliser les enfants dès leur plus jeune âge. Leur initiative devenait donc inutile. Dans ce domaine aussi, on assiste à un retour du puritanisme inquiétant.

Huguette Junod